

# THIERRY DE MONTBRIAL

Président et fondateur de l'Ifri. Président et fondateur de la WPC.

Messieurs les Présidents, Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Secrétaire général, Votre Altesse royale, Mesdames, Messieurs, je suis heureux et fier d'ouvrir cette première édition de la *World Policy Conference*.

Je voudrais vous en présenter l'objet mais aussi vous proposer quelques réflexions succinctes sur la situation internationale, susceptibles de contribuer à nos travaux. D'abord, l'origine de cette WPC, *World Policy Conference*. C'est une décision que nous avons prise il y a environ un an à l'Ifri à partir d'un constat qui repose sur quatre points :

*Premier point* : l'accélération de l'Histoire. C'est une platitude. L'accélération de l'histoire est essentiellement due à la révolution des technologies de l'information la plus importante de toute l'histoire de l'humanité. Elle va se poursuivre dans les prochaines années. C'est ainsi que sont apparus pour la première fois dans la trajectoire de l'humanité des problèmes véritablement globaux comme la question climatique, que nous ne savons pas réellement traiter à l'heure actuelle. Et il y en aura d'autres.

*Deuxième point* : la conviction que le rêve de la « fin de l'histoire », selon la fameuse formule de Francis Fukuyama, était une illusion. Illusion dans l'aspect politique, c'est-à-dire l'idée naïve que la démocratie de type occidental allait s'étendre à l'ensemble du monde. Illusion également dans l'ordre économique. C'était la croyance, il n'y a pas si longtemps encore, rappelez-vous, en l'abolition des cycles économiques, en l'émergence de marchés quasi parfaits et pratiquement transparents : les marchés « intelligents ». Il faut ajouter l'idée encore plus extravagante que les marchés allaient résoudre tous les problèmes de l'humanité, y compris, pourquoi pas, le problème israélo-palestinien ? Nous vivons actuellement l'écroulement de l'idéologie de la fin de l'histoire, que je pourrais résumer à la manière d'une équation chimique : (démocratie + économie de marché) entraînent (paix + prospérité). Nous avons trop longtemps vécu sur cette naïveté. C'est fini.

*Troisième point* : on a besoin des Etats. Les États sont importants, tout simplement parce qu'ils représentent par définition les intérêts collectifs. Non seulement on a besoin des Etats, mais on a besoin de la coopération entre les États. On en a encore plus besoin aujourd'hui en raison de l'accélération de l'histoire. Le malheur, c'est que de toutes les organisations humaines, les États sont celles qui ont le plus de mal à se réformer. Elles se réforment trop lentement.

Nous nous trouvons donc aujourd'hui dans une situation de contradiction et c'est mon *quatrième point* : c'est le besoin d'États remodelés, de coopération à la fois souple et renforcée entre les États face à un monde et à un environnement qui changent de plus en plus vite, et ce alors que les Etats éprouvent les plus grandes difficultés à se réformer.

Voilà d'où est né le concept de la *World Policy Conference*, avec là aussi quatre idées finalement très simples. La *première* tient dans le mot « Policy » qui est le mot clé. « Policy » est un mot difficile pour les Français, parce que « politics » et « policy » s'expriment dans la langue française avec le seul mot « politique ». « Policy » se réfère à des politiques concrètes, donc à l'action. Ce que nous voulons, c'est contribuer à faire émerger des solutions. *Deuxièmement*, la *World Policy Conference* a aussi pour objet de faire le diagnostic de l'état du monde, de comprendre où il va. Donc, l'aspect diagnostic nécessaire pour fonder l'aspect thérapeutique, l'ordonnance si vous voulez en termes médicaux, la prescription des remèdes aux dysfonctionnements. Nous espérons, par cette nouvelle conférence, y contribuer. *Troisième caractéristique*, la méthode. Pour faire oeuvre utile, nous voulons mettre ensemble, selon des formules appropriées, des leaders de cette planète, c'est-à-dire des personnalités qui exercent effectivement des responsabilités. Il y en a un assez grand nombre qui vont participer à cette première édition de la *World Policy Conference*. Et je les remercie de leur confiance, parce que participer à la première édition d'un exercice de ce genre, c'est toujours un saut dans l'inconnu. Avec les leaders, nous voulons rassembler d'autres agents, d'autres acteurs de la vie collective, issus des milieux économiques, des entreprises, des milieux intellectuels, académiques, des organisations non gouvernementales, etc. C'est de l'interaction entre ces différents types d'acteurs que peuvent émerger des solutions.

*Enfin*, cette conférence se réunira tous les ans. Et entre deux réunions, nous travaillerons. Il y aura un travail continu pour exploiter les idées qui auront émergé, et tenter de les incarner, de les faire passer dans le domaine de l'action.

J'aimerais maintenant dire quelques mots sur ce qui s'est passé depuis que l'Ifri a lancé cette initiative. Le monde est entré dans une période de turbulences, ou plutôt ces turbulences se sont accrues considérablement. Permettez-moi de dire quelques mots à ce sujet. D'abord, l'aggravation considérable de la crise financière qui a commencé avec l'affaire des *subprimes*. En un an, on a vu s'écrouler successivement plusieurs étages de la pyramide des instruments financiers. On est passé en quelque sorte de l'orage à la tempête. Et on peut se poser aujourd'hui la question de savoir si l'on ne va pas vers un véritable tsunami. Ce matin même encore, les nouvelles sur les marchés financiers asiatiques ne sont pas bonnes. Pendant ces derniers mois, nous avons assisté à la fin du règne, si je puis dire, de l'opacité des mathématiques financières, à la fin d'une ère dont on vantait paradoxalement la « transparence ». Et nous avons assisté à la fin de l'idéologie de la dérégulation et de la gouvernance monétaire laxiste à la Greenspan, qualifiée pendant longtemps de « géniale ».

Le pire, c'est qu'à l'instar des tours de New York - puisque les événements font irrésistiblement penser à l'image des tours de New York - on entrevoit aujourd'hui le spectre de l'effondrement de la totalité de la pyramide financière. Dans un pays comme la France, on a peur de prononcer le mot de « récession ». Mais, que dire du mot beaucoup plus impressionnant de « dépression », c'est-à-dire la situation que nous avons connue dans les années 30. Aujourd'hui nous ne pouvons pas ne pas penser aux années 30.

Face à cette situation, il faut agir d'abord dans l'immédiat, et ensuite sur une échelle de temps plus longue. Dans l'immédiat, bien sûr, il faut calmer la tempête. Il faut calmer la tempête, mais sans compromettre l'avenir. C'est tout le problème auquel doivent faire face les chefs d'État et de gouvernement, ainsi que les autorités monétaires et financières. Par exemple, après l'effondrement effectif des tours de New York le 11 septembre 2001, la méthode qu'a choisie la Fed, sous la présidence d'Alan Greenspan, a précisément permis d'éviter les risques immédiats. Mais cette même méthode a probablement contribué à créer les difficultés que nous traversons aujourd'hui. Donc aujourd'hui, nous devons chercher des solutions qui nous permettront de sortir des difficultés immédiates sans reporter ces difficultés à un temps ultérieur. Je viens de citer le 11 septembre 2001 et les réactions économiques de l'époque. Mais, si l'on regarde le débat qui a eu lieu samedi dernier avec le G4, le « sous G8 européen », on voit que ces interrogations sont présentes à propos de l'éventuelle remise en question des critères de Maastricht, par exemple. Ce sont les préoccupations de Jean-Claude Trichet ou de Jean-Claude Juncker, qui seront avec nous demain et après-demain.

Donc, les gouvernements et les banques centrales doivent s'atteler à trouver des solutions immédiates pour calmer la tempête. Vont-ils réussir ? C'est possible. Personnellement, je le crois. Mais, c'est un acte de foi, parce qu'au moment précis où je vous parle, ce n'est pas sûr.

Et dans un second temps, il faudra reconstruire de nouvelles règles du jeu, en évitant de passer d'un extrême à l'autre, parce que là encore le risque, c'est de passer d'un libéralisme extrême, ou d'une forme de libéralisme extrême, ce qu'on appelle en français le « laisser-faire-laisser-aller », de glisser par un mouvement pendulaire classique à l'extrémité inverse, et de céder à la tentation du protectionnisme – je pense que Pascal Lamy nous en parlera ce soir – ou à la tentation du dirigisme étatique. Il faut donc bâtir, retrouver des règles du jeu évitant ces deux extrêmes.

L'enjeu, c'est l'élaboration d'un système capitaliste mondial *efficace et équitable*. Et permettez-moi d'insister sur les deux mots, « efficace » et « équitable », car un système capitaliste refondé et qui ne serait pas équitable, courrait à sa ruine, avec à la fois les inégalités entre les pays et à l'intérieur de chaque pays. Il s'agit au fond, de créer une nouvelle forme de libéralisme organisé et social, adapté aux nouvelles réalités du vingt-et-unième siècle. Tout ceci, Mesdames et Messieurs, ne se fera pas du jour au lendemain. Cela prendra du temps. C'est pour cela d'ailleurs que cette *World Policy Conference* a de l'avenir devant elle. Il serait très naïf par exemple de s'imaginer qu'en une seule conférence internationale, on pourrait reconstruire un nouveau système économique international, ou même un système monétaire.

Je voudrais maintenant évoquer rapidement un problème tout à fait essentiel à mes yeux, comme l'illustre l'histoire du 20<sup>e</sup> siècle, celui du lien entre l'économie et la politique. Contrairement là aussi au rêve de la fin de l'histoire, je pense

que l'économie et la politique, qu'on le veuille ou non, sont indissociables. Que s'est-il passé dans les années 30 ? Dans les années 30, nous avons eu la conjonction de deux phénomènes : un phénomène politique qui était les « mauvais traités » - comme disait l'historien Jacques Bainville - qui ont conclu la première guerre mondiale, conjugués avec les erreurs de politiques économiques à l'origine de la Grande Dépression. C'est la conjugaison de ces deux courants liés entre eux, qui a conduit à la montée du nazisme, des fascismes et finalement aux monstruosité et aux carnages de la seconde guerre mondiale. Tout ceci aurait parfaitement pu ne pas se produire. Mais il faut savoir que les tragédies, sous des formes diverses, peuvent aussi se reproduire. Si nous ne parvenons pas aujourd'hui, à aller directement si j'ose dire, de 1929 à 1945, c'est-à-dire à passer directement de la crise à la reconstruction, nous risquons de connaître à nouveau le malheur. Il faut toujours se rappeler que l'histoire est tragique. Mais l'Europe et les États-Unis, malgré le 11 septembre 2001, l'ont oublié parce que nous vivons dans une sorte de confort, à la fois en termes de sécurité et en termes économiques, sans précédent dans l'histoire. Et nous sommes par conséquent en danger, du simple fait que nous avons oublié les grands risques inhérents à l'humanité.

La fragilité du monde sur le plan politique est typiquement illustrée par la détérioration des relations entre le monde occidental et la Russie, ces dernières années. En y réfléchissant, comment ne pas être sensible à l'incohérence de nos actions collectives ? Je voudrais en donner rapidement quelques exemples. Premier exemple, la contradiction entre le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et celui de l'intangibilité des frontières. Depuis 1989-1991, nous sommes constamment en train d'hésiter entre ces deux principes qui sont à l'évidence incompatibles. Permettez-moi de vous le dire comme je pense : la manière dont nous avons traité la question du Kosovo ne nous met pas à l'aise pour critiquer l'application du principe d'autodétermination à des provinces comme l'Ossétie du Sud ou l'Abkhazie. Si nous continuons avec ces hésitations, comment peut-on imaginer l'avenir d'un continent comme l'Afrique ? Imaginez la remise en question des frontières de l'Afrique, à partir du principe des nationalités ou du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Imaginez ce que cela peut donner.

Autre exemple sur lequel nous devons absolument réfléchir – et là aussi je vous dis ce que je pense, en n'engageant par conséquent que moi – c'est l'extension des alliances. Je pense bien sûr à l'OTAN. Comment envisager l'extension des alliances, sans tenir compte de l'intérêt de l'ensemble des acteurs concernés par une telle extension ? Par analogie, je pense aussi à la crise iranienne. Comment peut-on imaginer apporter une forme quelconque de paix et de stabilité au Moyen-Orient, sans que l'Iran soit reconnue pour ce qu'elle est, c'est-à-dire un acteur majeur de la région ? Nous devons faire face à ces réalités.

Pour en revenir à l'Europe, celle-ci a connu au cours des deux derniers siècles deux grandes périodes de paix, quand elle était organisée selon des principes relativement clairs accompagnés de règles du jeu. Ce fut le cas après le Congrès de Vienne de 1815, et ça a tenu grosso modo jusqu'aux années précédant la guerre franco-prussienne de 1870. Et l'autre période paradoxalement, c'est la Guerre froide, après les accords d'Helsinki de 1975-76. Je pense que, de ce point de vue, nous devons prendre tout à fait au sérieux les propositions du Président Medvedev qui sera avec nous après-demain. Je pense aux propositions qu'il a faites à Berlin de réfléchir à des nouvelles règles du jeu à l'échelle du continent européen.

Pour souligner l'importance de la relation entre économie et politique, je voudrais vous inviter, nous inviter, à réfléchir aux conséquences que pourrait avoir sur les relations politiques, une détérioration majeure de la situation économique. Je viens de faire allusion aux relations avec la Russie, avec notamment la dimension énergétique, mais prenez aussi la Chine. Imaginez un instant que la crise actuelle se traduise par une rupture de la croissance en Chine. La légitimité du Parti communiste chinois – qui bien entendu n'a plus de communiste que le nom – repose entièrement sur la croissance économique et sur les perspectives concrètes pour la population de la poursuite de cette croissance. Imaginez les conséquences politiques en Chine et autour de la Chine, d'une interruption de la croissance chinoise, sans parler des effets de cette interruption sur le reste du monde qui en retour risquerait d'accélérer tous les dysfonctionnements dont j'ai parlé.

J'en arrive à ma conclusion. D'abord le 20<sup>e</sup> siècle a été court, mais dense. Les essayistes ou historiens du temps présent, qui disent que le 20<sup>e</sup> siècle a commencé en 1919 et s'est terminé en 1989, ont raison, à mon avis. Et bien, je crois, Mesdames et Messieurs, que le 21<sup>e</sup> siècle commence en 2008. Nous aurons eu vingt ans de transition. Et la crise financière et peut-être économique, dans laquelle nous sommes entrés : c'est peut-être cela qui restera pour les historiens de demain, comme le point de départ du 21<sup>e</sup> siècle. A l'horizon prévisible, pour les 15 ou 20 ans qui



viennent, le monde sera multipolaire, hétérogène et global. Ce ne sont pas des mots creux. Ce sont, je crois, des réalités. *Multipolaire*, c'est-à-dire qu'il y aura plusieurs puissances qui devront trouver entre elles certaines formes d'équilibre. *Hétérogène*, cela veut dire qu'il n'y aura pas d'unanimité idéologique. C'est un fait avec lequel nous devons vivre. *Global*, parce que les traits essentiels de l'interdépendance accrue caractéristique de la mondialisation devraient subsister. Il nous faut donc élaborer des nouvelles règles du jeu, politiques et économiques, assorties de « mesures de confiance », comme on disait au temps de la guerre froide. Je souligne une fois de plus l'interdépendance entre la politique et l'économie. Ces nouvelles règles devront être adaptées aux nouvelles réalités, en faisant moins d'idéologie que nous n'en avons fait depuis la chute de l'Union Soviétique. L'œuvre de reconstruction qui est devant nous est immense. Elle ne s'accomplira pas du jour au lendemain. Cependant, la crédibilité de l'œuvre de reconstruction doit s'affirmer rapidement parce que, si cette crédibilité ne s'instaure pas très vite, nous risquons de vivre des enchaînements diaboliques, comme ceux des années 30 auxquelles je me suis référé.

Messieurs les Présidents, Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Secrétaire général, votre Altesse Royale, la *World Policy Conference*, dont nous commençons aujourd'hui la première édition, a une mission à la fois ambitieuse et malgré tout modeste : c'est de contribuer utilement à cette œuvre de reconstruction.

Je vous remercie de votre présence et de votre attention.